

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 145 (2000)
Heft: 10

Vorwort: Le 26 novembre... : l'initiative en faveur d'une redistribution des dépenses militaires : un vrai danger!
Autor: Weck, Hervé de

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOMMAIRE

Octobre 2000

	Pages
Editorial	
Un vrai danger!	3
Situation politico-militaire	
La perception de la menace	6
Armée XXI	
Commentaires sur le Rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité	11
L'armée suisse en réforme	16
Instruction «Armée XXI»	19
Formation de l'officier dans l'Armée XXI	22
Opinion	
Cedant arma toage	25
Gardes-fortifications	
Lettre d'Alger: bilan	27
Instruction	
«Fatran», une nouveauté mondiale	30
Dossier «Yougoslavie»	
Guerre du Kosovo: le succès du «tout aérien» (2)	33
Enseignements de l'engagement au Kosovo	38
Voyage d'études en Bosnie-Herzégovine	41
Aviation	
«Harrier» (1)	46
Compte rendu	
Trois publications sur la Suisse entre 1939 et 1945	50
Nouvelles brèves	56
Revue des revues	59
SSO: comité central	I
RMS-Défense Vaud	II-V

Le 26 novembre...

L'initiative en faveur d'une redistribution des dépenses militaires: un vrai danger!

Le 26 novembre, le peuple et les cantons se prononceront sur l'initiative populaire socialiste «Economiser dans l'armée et la défense générale - pour davantage de paix et d'emplois d'avenir (initiative en faveur de la redistribution des dépenses)». Cette initiative est plus vicieuse que celle du GSsA qui visait à la suppression pure et simple de l'armée...

Si la grosse majorité des Suissesses et des Suisses comprend la nécessité d'avoir une armée, surtout depuis ses engagements en service d'appui au cours de ces derniers mois, il y en a beaucoup qui sont persuadés que la Suisse dépense trop pour sa sécurité, d'autant plus que des ecclésiastiques, des associations philanthropiques, comme Caritas Suisse, Swissaid, Terre des hommes, soutiennent publiquement l'initiative socialiste.

En 1989, l'initiative du GSsA visant à la suppression de l'armée était la dernière attaque frontale contre la défense nationale. Aujourd'hui, le peuple repousserait à une forte majorité une proposition aussi extrême: les événements récents ont rappelé la nécessité d'une défense et d'une protection de la population. Les adversaires de l'armée ont donc porté leurs attaques sur la dimension financière du problème. Dès 1987, le Parti socialiste suisse demandait le droit de référendum

en matière de dépenses militaires. Ce fut un échec, mais une voie s'ouvrait, jalonnée par l'initiative déposée en 1992, invalidée par les Chambres, exigeant «moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix». En 1993, le GSsA lançait une initiative «Pour une Suisse sans nouveaux avions de combat», refusée par le peuple et les cantons... La suite se profile avec une nouvelle initiative du GSsA, déposée en 1999, visant à la suppression de l'armée. Encore un changement de stratégie ou projet d'exploitation d'une victoire le 26 novembre 2000?

Le danger de l'initiative sur laquelle le peuple et les cantons se prononceront le 26 novembre est grave. Inscrire dans la Constitution fédérale une réduction massive des dépenses militaires est inacceptable, surtout quand on sait que le but réel des initiants est la suppression lente de l'armée! Quoi qu'il en soit, son acceptation

empêcherait la nécessaire réforme de l'armée et de la protection civile; elle mettrait la Suisse dans une position très délicate face à ses voisins et partenaires qui attendent qu'elle assume sa part des charges «Sécurité par la coopération»; elle enlèverait toute liberté de manœuvre aux autorités responsables. Un Etat digne de ce nom doit pouvoir s'adapter rapidement aux changements de la situation politico-militaire.

Les dépenses militaires n'ont-elles pas déjà fortement baissé depuis 1989, après l'implosion de l'Union soviétique? Entre 1990 et 2001, le budget de la défense a été réduit de 9 milliards. Avec les nouvelles coupes décidées en 1998/1999, soit 1,1 milliard pour les années 1999-2001, les dépenses militaires ont baissé de presque 40%, les dépenses d'équipement de 50%. En 1960, la Confédération consacrait 34,7% de

ses ressources à la défense nationale; cette part passe à 19,8% en 1987 et à 11,1% en 1999; elle devrait représenter 10,3% en 2002. L'équilibre des comptes de la Confédération a surtout été rétabli par les économies réalisées dans le domaine de la défense nationale. Les autres départements ont-ils vu leur budget se réduire?

Qu'implique l'initiative «**Economiser dans l'armée et dans la défense générale**»? En 1987, les dépenses militaires s'élevaient à 4,9 milliards: l'initiative les ferait passer à 2,4 milliards en 2012, alors que les projections du Département de la défense tablent sur 6 milliards à cette date.

Une appréciation objective de la situation politico-militaire empêche de soutenir que toute menace de guerre et de conflit est à jamais écartée en Europe. Les risques se sont déplacés, ils

n'ont pas disparu. Que pourrait-il se passer dans dix ou douze ans? Personne ne peut le dire... Une politique de sécurité sérieuse et crédible ne peut pas reposer sur un idéal pacifiste, mais sur une défense adaptée et crédible.

Que pouvons-nous faire contre la pernicieuse initiative «**Economiser dans l'armée et la défense générale – pour davantage de paix et d'emplois d'avenir (initiative en faveur de la redistribution des dépenses)**»? Montrer à ses proches et à ses relations ce qu'implique son acceptation, participer aux débats publics, se fendre d'une lettre de lecteur en espérant que le rédacteur en chef la passe et, surtout, aller voter, encourager à voter. Une forte participation est le meilleur moyen pour que les non à la lente suppression de l'armée l'emportent!

Colonel Hervé de Weck